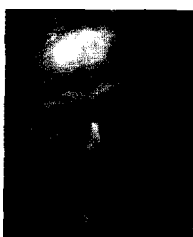




# Un seul climat pour tous



**Jean-Michel Severino,**  
directeur général de  
l'Agence française  
de développement.

L'avenir du climat dépend chaque jour un peu plus des pays du Sud. Ils sont désormais à l'origine de la moitié des émissions de gaz à effet de serre et, dans dix ans, l'Inde et la Chine en rejeteront chacun davantage que les Etats-Unis. L'idéal serait que ces pays très dynamiques rejoignent la cinquantaine de pays industrialisés qui ont déjà accepté, conformément au protocole de Kyoto, de réduire leurs rejets de gaz à effet de serre. Notamment

en prenant part aux négociations qui viennent de s'ouvrir sur la prolongation de ce protocole au-delà de 2012. Il est malheureusement probable que le monde en développement refusera d'être limité dans ses émissions de gaz polluants. Difficile, en effet, de le convaincre de faire des efforts quand le Nord en émet, par habitant, six fois plus que lui. Comment, dès lors, parvenir à engager ces pays en développement dans la lutte contre le changement climatique, eux qui en sont les premières victimes et les derniers responsables ?

Les purs mécanismes de marché comme les droits à polluer ne suffiront pas. Le système est simple. On encourage les pays industrialisés et leurs entreprises à investir au Sud dans des projets économes en émissions de carbone, avec, à la clef, des droits à polluer qu'elles peuvent revendre avec profit à d'autres sociétés moins vertueuses. Les initiatives se sont multipliées en Asie et en Amérique latine mais, en avril, le krach du marché européen des droits à polluer a sérieusement

refroidi les incitations à investir dans ces transferts de technologies propres.

Pour infléchir la dangereuse dynamique à l'œuvre dans le Sud, l'aide au développement est donc indispensable. Par des actions ciblées et peu coûteuses, elle peut en effet orienter efficacement les choix technologiques. Avec moins de 3 millions d'euros, le Fonds français pour l'environnement mondial a ainsi contribué à modifier les normes de construction de la ville chinoise de Harbin, plus peuplée que Rome, permettant à terme des économies de chauffage de 50 % ; Pékin et Shanghai suivent ce mouvement. Avec de faibles montants, on peut aussi aider les villes du Sud en pleine expansion à planifier leur développement autour des transports en commun, évitant ainsi le piège du tout voiture. Ou établir des normes de construction favorables à l'environnement.

Enfin, il faut accroître les synergies entre les grandes conventions environnementales, en particulier celles sur le climat et la biodiversité. Les 100 000 kilomètres carrés de forêts qui partent en fumée chaque année sur la planète sont responsables de 20 % des émissions mondiales de carbone. Réduire d'un quart le rythme de cette déforestation aurait un effet équivalent aux engagements pris à Kyoto.

Aujourd'hui, le maintien des couverts forestiers, par

protection ou utilisation raisonnée, ne donne toujours pas accès, dans le cadre de Kyoto, à des crédits d'émission rémunérateurs pour les entreprises. La gestion forestière attire donc peu les capitaux privés. Il est temps de franchir ce pas, là encore peu coûteux.

*“Il faut engager les pays en développement dans la lutte contre le changement climatique.”*